

Le très honorable Stephen Harper
Premier Ministre du Canada
Édifice Langevin
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Le 10 février 2006

Monsieur le Premier Ministre,

Le but de la présente lettre est de vous inciter, à titre de 22^e premier ministre du Canada, à déclarer que l'eau est un droit et à affirmer clairement que, sous votre gouvernement, le Canada sera un défenseur de l'eau en tant que droit fondamental et fiducie publique.

En 2002, et encore en 2003, à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le gouvernement canadien a été le seul à voter contre la reconnaissance de l'eau comme droit de la personne. Les représentants canadiens se sont opposés à la nomination d'un rapporteur spécial chargé des questions relatives au droit à l'eau. Heureusement, les autres pays membres de la Commission ont appuyé la résolution, qui a été adoptée.

Nous, les organisations soussignées, vous demandons, ainsi qu'à votre nouveau gouvernement, de renoncer publiquement à la position prise par l'ancien gouvernement et de respecter la volonté des Canadiens. En effet, un sondage Ipsos-Reid mené en 2004 montre que 97 % des Canadiens interrogés croient que le « Canada doit adopter une politique nationale de l'eau détaillée reconnaissant qu'une eau potable limpide est un droit fondamental ». Nous vous demandons de déclarer votre appui à l'eau en tant que droit et fiducie publique et à enchâsser ce principe dans une politique nationale de l'eau détaillée.

L'année dernière, la communauté internationale a entrepris un important projet dirigé par les Nations Unies : la décennie de *L'eau, source de vie* (2005-2015). Au moment d'entrer dans la deuxième année de cette campagne et à la veille de la première session d'un nouveau Parlement minoritaire, il serait indiqué que vous exprimiez votre appui au droit à l'eau et que vous projetiez du Canada une image de leader mondial dans le respect des droits de la personne. La communauté internationale a aussi adopté les objectifs de développement du millénaire, qui visent à réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population du monde qui n'a pas accès à une eau propre et à des services d'hygiène. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a clairement affirmé, dans son observation générale n° 15, que l'eau est un droit. Le Canada, en tant que signataire du Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, est moralement lié par cette interprétation. Il est temps que le Canada se joigne aux efforts déployés pour assurer le droit à l'eau et pour faire cesser les morts et les maladies évitables causées par un accès insuffisant à l'eau et par la violation de droits fondamentaux.

En outre, en prévision du 4^e Forum mondial de l'eau qui aura lieu à Mexico ce printemps, nous demandons avec insistance que le Canada, compte tenu du rôle qu'il a joué dans la rédaction de la déclaration ministérielle pour cet événement et de sa participation au Forum, s'oppose à la poursuite de la privatisation et de la marchandisation de l'eau.

Étant donné le dossier douteux du Canada en matière de promotion du droit à l'eau, nous tenons à souligner, Monsieur le Premier Ministre, que vous avez la responsabilité d'agir dans l'intérêt des Canadiens qui se sont prononcés en faveur du droit à l'eau. Nous sommes une large coalition d'organisations nationales et internationales surveillant ces enjeux et nous attendons votre réponse.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

L'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau

Projet Planète bleue
Syndicat canadien de la fonction publique
Conseil des Canadiens
Développement et Paix
Eau Secours
Les Amis de la Terre Canada
KAIROS: Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
Institut Polaris

Veillez faire parvenir votre réponse à Anil Naidoo, Projet Planète bleue :
700 – 170, rue Laurier Ouest, Ottawa (On) K1P 5V5

copie aux autres chefs de parti à la Chambre des communes

L'honorable Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique
Chambre des communes
Colline du Parlement
Ottawa (Ontario)
K1A 0A9

L'honorable Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois
Chambre des communes
Colline du Parlement
Ottawa (Ontario)
K1A 0A9

L'honorable Bill Graham, chef intérimaire du Parti libéral
Chambre des communes
Colline du Parlement
Ottawa (Ontario)
K1A 0A9